

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les priorités de la présidence française de l'Union européenne, à Paris le 30 janvier 2008.

Mesdames et Messieurs,

Mes chers amis,

Je veux vous parler brièvement mais avec le coeur. D'abord, je voudrais vous dire que la présence d'Angela MERKEL, c'est tout un symbole. L'Allemagne et la France, durant une bonne partie du XXe siècle, nous nous sommes détestés, nous nous sommes haïs, nous nous sommes affrontés, nous nous sommes déchirés comme peu de peuples, à travers l'histoire et dans le monde, se sont affrontés. La violence a été paroxysmique entre l'Allemagne et la France.

Grâce à de grands hommes d'Etat, un jour, au milieu du XXe siècle, il a été décidé que la guerre n'était pas une fatalité et que la paix serait un projet. J'ai été élevé par mon grand-père qui avait connu toutes les dernières guerres, et à la maison, quand il parlait des Allemands, ce n'était pas de façon apaisée. Il avait eu peur. Il avait souffert. Mais quand le Général de GAULLE et le Chancelier ADENAUER ont dit : maintenant on va tourner le dos à cette histoire et on va bâtir l'amitié entre la France et l'Allemagne, la génération de mon grand-père a compris, a accepté, a tourné le dos à la violence, à la revanche, et s'est tournée vers l'avenir. Ils ont construit l'amitié franco-allemande qui a permis la naissance de l'Europe.

La présence d'Angela MERKEL, aujourd'hui, elle est dans la lignée de cette histoire. La responsabilité historique de perpétuer une amitié entre deux peuples qui ont eu, entre eux, des centaines de milliers de morts repose sur nos épaules. Je veux dire à Angela qu'elle est ici en amie, à titre personnel, à titre politique, et je lui demande de dire au peuple allemand que le peuple français est son ami, pour l'avenir et pour toujours, car nous ne voulons plus la guerre. Nous voulons la paix. Nous voulons la coopération et nous voulons l'amitié.

Merci, Angela MERKEL d'être là. Et mieux que cela, j'ai vu travailler Angela, quand elle était Présidente de l'Europe, au service du traité simplifié. Angela a permis l'adoption du traité simplifié. Angela MERKEL est une grande d'Europe, parce que, sans elle, nous n'aurions pas eu le traité simplifié. Nous avons travaillé main dans la main. Le premier juillet, François, c'est la France qui assumera la présidence. Je proposerai à Angela MERKEL de travailler avec la présidence française, main dans la main, comme elle m'a proposé, lorsqu'elle était Présidente, de travailler main dans la main. C'est cela l'amitié franco-allemande. L'Europe a besoin de la coopération entre nos deux pays.

Pourtant, un jour, que s'est-il passé ? La France, pays fondateur de l'Europe, la France qui a été de toutes les initiatives européennes, un beau jour, la France a dit « non ». Pas un petit « non », un « non » à 55%. Je le dis à nos amis Italiens, et notamment à Gianfranco FINI, que je salue comme un ami de la France, et à nos amis Espagnols, Mariano RAJOY, dont je souhaite à tous les deux un grand succès aux élections. L'Europe a regardé la France, et l'Europe ne reconnaissait plus la France. La France qui entraînait, qui construisait l'Europe, la France venait de dire « non ». Ce fut un traumatisme. Pendant dix ans, l'Europe a été condamnée à l'immobilisme. Toute la difficulté, c'était de comprendre pourquoi la France qui avait tant reçu de l'Europe, avait dit « non ». Et toute la force de notre message politique a été de comprendre que ce n'était pas un « non » à l'Europe, mais une certaine façon de construire l'Europe. Cela n'a pas été simple de le comprendre.

ete simple de le comprendre.

L'Europe a été faite, pourquoi ? Pour rassurer, pour que nous soyons plus forts dans la mondialisation et, tout d'un coup, nos concitoyens se sont dit : l'Europe qui voulait rassurer, l'Europe inquiète. De fait, la façon dont on a fait l'Europe inquiétait de multiples manières. D'abord, il y a eu ce débat sur les racines chrétiennes. Tout d'un coup, un certain nombre de gens se sont dit : alors l'Europe, c'est donc l'abnégation de notre identité ? Ce fut une erreur de tourner le dos à notre passé et de renier, d'une certaine façon, des racines qui sont évidentes. Quand on a peur de défendre ses racines, on n'a pas la force de défendre ses convictions. Cher Jean-Pierre, cher Patrick, que l'on ne vienne pas nous dire que l'on met en cause la laïcité. Il suffit de survoler la France pour voir ce long manteau d'églises et quand même dire qu'en Europe, il y a des racines chrétiennes, c'est seulement faire preuve de bon sens. Refuser de le reconnaître, c'est tourner le dos à la réalité historique et si on renie son histoire, on ne prépare pas son avenir.

L'Europe a inquiété, pourquoi ? Parce que, tout d'un coup, on a dit : ouvrez vos marchés. Mais nous qui voulons vendre nos produits en Europe, les autres, n'ouvrent pas dans les mêmes conditions. Je le dis à Jacques BARROT qui s'est battu pour défendre les intérêts de l'Europe et de la France. On s'est trouvé dans une situation où l'on autorisait les autres à faire ce que l'on n'autorisait plus les Européens à faire.

Je prends des exemples. On impose à nos agriculteurs, et c'est normal, des conditions de respect pour la traçabilité, pour la qualité sanitaire, de façon à ce que le consommateur soit protégé. On accepte d'importer en Europe des produits qui ne répondent à aucun des critères que l'on impose à nos propres agriculteurs. Qui pourrait comprendre une Europe construite de cette nature ? J'ai été en Chine, comme Angela, j'ai été en Inde, mais j'ai dit aux Chinois et aux Indiens : naturellement, vous êtes les bienvenus pour investir en Europe, mais nous voulons que vous ouvriez vos marchés en même temps que nous ouvrons les nôtres. Parce que la réciprocité, c'est la condition d'une concurrence qui est loyale. Quand il n'y a pas de réciprocité, il n'y a pas de loyauté. S'il n'y a pas de loyauté, l'Europe doit en tirer immédiatement toutes les conséquences. Et puis, on est arrivé avec des bizarreries, je le dis à Mariano, comme à Gianfranco, on a dit : il faut faire l'espace Schengen. Formidable ! On fait l'espace Schengen, c'est-à-dire que quelqu'un qui rentre chez nous, rentre chez les autres ou quelqu'un qui rentre chez les autres, rentre chez nous. Dans le même temps, on assiste à des régularisations massives de sans-papiers, sans même que l'on nous demande notre avis. Qui peut croire que cela, c'est l'Europe que veulent les Européens ? Ce n'est pas l'Europe que veulent les Européens.

Si l'on fait l'espace Schengen, on doit harmoniser nos politiques d'immigration. Il ne doit plus y avoir de régularisations massives sans demander l'avis des voisins qui sont aussi concernés que les autres.

C'est comme cela qu'est né le traité simplifié. On a fait des compromis. Mais qu'est-ce que l'on a fait surtout, Angela ? On a essayé de faire de la politique. On s'est dit que dans le fond, l'Europe c'était trop important pour appartenir à la technique et qu'il fallait faire de la politique. On a repris, dans le remarquable travail de la Convention Giscard, à laquelle notamment Alain LAMASSOURE a contribué, ce qui nous semblait être le plus positif pour qu'en Europe, il y ait désormais une règle du jeu et des institutions.

Mes chers amis, j'ai parfaitement conscience que ce n'était pas parce que l'on a voté, à Bruxelles, et j'espère ratifier au Parlement français dans quelques jours, François, le traité simplifié, que l'on va réconcilier les Français avec l'Europe. Le traité simplifié, Angela, c'est un moyen, ce n'est pas une fin. Le traité simplifié va nous permettre de mettre un contenu dans l'Europe. Alors, quel contenu dans l'Europe et qu'est-ce que l'on doit y faire et comment le faire ? D'abord, je le dis parce que je le pense, il faut élaborer un pacte européen pour l'immigration. Ce pacte européen sera une des priorités de la présidence française. Qu'est-ce que cela signifie ? D'abord, que chaque pays s'interdit des régularisations massives sans avoir l'autorisation des autres. Cela sera bien pour les autres pays et cela sera bien pour nous, au cas où dans très, très, très, très longtemps, nos contradicteurs revenaient, parce qu'à chaque fois qu'ils reviennent, ils régularisent !

L'Allemagne est une démocratie. L'Espagne est une démocratie. L'Italie est une démocratie. Par définition, quand on est dans l'Europe, on est une démocratie. Eh bien, je demande que lorsqu'un pays européen accepte un réfugié politique, cette acceptation vaille pour tous les autres pays, mais lorsqu'un pays européen refuse un réfugié politique, je demande que ce refus vaille pour tous les autres pays. Il n'est pas normal que l'on puisse déposer 27 dossiers dans 27 pays différents.

Le but du pacte européen pour l'immigration est de nous permettre de nous doter d'une politique de l'immigration européenne. Celle-ci doit s'accompagner d'une politique de codéveloppement, parce que naturellement avec 475 millions de jeunes Africains qui ont moins de 17 ans et 14 km au Déroit de Gibraltar, entre l'Afrique et l'Europe, il n'y a pas d'autre choix que d'aider l'Afrique à se développer.

Je veux poser, en tant que futur Président de l'Union, un deuxième problème, mais qui est considérable : est-ce que l'Europe peut être la région la plus prospère du monde sans qu'elle ne pense jamais à assurer par elle-même sa sécurité ? C'est toute la question d'une politique de défense européenne. Je le dis comme je le pense, l'Europe ne sera pas une puissance politique si l'Europe n'est pas capable d'assumer elle-même sa sécurité. Ce n'est pas la peine de se dire indépendant, si on n'est pas capable de se défendre et si on n'est pas capable de régler par soi-même les crises qui se situent sur le territoire européen.

Je le dis, le Kosovo est un problème européen qui doit être résolu par les Européens et c'est à nous de démontrer que nous avons la force politique, la force diplomatique et la force militaire pour faire face à cette crise sans précédent dans les Balkans.

Par ailleurs, le système qui consiste à ce que sur 27 pays européens, il n'y en ait que 4 ou 5 qui assument des dépenses pour la défense de tous les autres ne pourra plus durer, parce qu'il est parfaitement déséquilibré. La question de la défense européenne est une question qui est clairement posée. C'est un choix politique majeur.

Troisième priorité, on me dit : ne parle pas trop de la politique agricole commune, c'est une question qui fâche et le financement est prévu jusqu'en 2013, on verra bien ! Moi, je dis : on ne verra pas bien ! Je connais trop le système : je lève le tapis, je mets la poussière dessous, et puis, on verra bien pour les successeurs ! Je n'ai pas été élu pour cela. J'ai été élu pour résoudre les problèmes, pas pour les commenter. Alors, on parlera des problèmes. Je le dis très franchement. La population du monde augmente. Il y a quasiment 2 milliards de personnes sur la planète qui n'ont pas de quoi manger. Le pouvoir vert, la qualité sanitaire imposent à l'Europe de maintenir son indépendance alimentaire. C'est un sujet politique de sécurité majeure pour notre continent. Nous devons donc garder une agriculture productive. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que les agriculteurs en Europe, qu'ils soient Allemands ou Français, Espagnols ou Italiens, doivent être rémunérés pour les produits qu'ils vendent et ne doivent pas être subventionnés parce qu'ils ne veulent pas être des assistés. Cela veut dire que l'Europe doit avoir le courage de faire la préférence communautaire et de donner aux agriculteurs des prix qui correspondent à la qualité des produits qui sont fabriqués par les agriculteurs eux-mêmes. Que l'on me dise : il y a trop de subventions, discutons-en. Mais, dans ce cas là, profitons de la hausse des prix mondiaux pour garantir à nos agriculteurs des prix dignes de ce nom. Les agriculteurs français ne veulent pas être fonctionnarisés, ils ne veulent pas être des assistés, ils sont des entrepreneurs, ils sont des travailleurs. Nous devons donc leur garantir des prix décents. Cela serait une grave erreur. Une grave erreur que de ne laisser qu'une seule agriculture dans le monde, comprenez l'agriculture américaine, car le jour où il n'y aura plus qu'une seule agriculture dans le monde, comme par hasard, vous verrez alors les prix qui montent. Je me battrais pour défendre une agriculture européenne, et à l'intérieur d'une agriculture européenne, une véritable agriculture française.

Quatrième priorité : le paquet climatique. Angela a dit que l'on avait des discussions sur l'industrie automobile. Heureusement, que l'on a quelques sujets de discussions ! S'il n'y en avait plus ! Comme j'ai dîné avec toi, hier soir, et pris le goûter cet après-midi, il faut bien que l'on ait des choses à discuter ! Il y a un sujet qui n'est pas un sujet de divergences entre nous, c'est que l'Europe doit être moteur sur la préservation de la planète. Si les autres ne comprennent pas qu'il

y a urgence, l'Europe, dans le projet de civilisation qui est le sien, doit porter des exigences à la hauteur de nos ambitions.

Comprenez-moi bien. Comment dire aux autres : arrêtez de polluer, si nous-mêmes, nous ne nous appliquons pas des règles plus sévères et si nous-mêmes, nous ne montrons pas l'exemple. Nous ne pouvons plus continuer ainsi. Alors, je sais bien que le problème du nucléaire, n'est pas un problème facile. Investissons aussi dans les énergies renouvelables. Mais ayons une grande ambition, celle de faire du continent européen, le continent qui, le premier, aura compris que la planète court à sa perte si nous ne prenons pas des engagements en matière de développement durable extrêmement sévères et si nous ne sommes pas exemplaires. C'est la seule façon d'entraîner les Etats-Unis, d'entraîner la Chine, d'entraîner l'Inde, d'entraîner le monde entier à la suite du projet de civilisation européen que de montrer l'exemple. Que l'on ne vienne pas me dire que l'on a le temps ! Il est déjà tard, très tard !

Voici donc les priorités qui seront celles de la présidence française. Si on réussit cela ensemble, avec Angela MERKEL, alors les Français, comme les autres Européens, comprendront que l'Europe est faite pour protéger et non pas pour exposer.

Resteront d'autres sujets difficiles que je veux évoquer rapidement devant vous.

La question de l'élargissement de l'Europe. Question extraordinaire. D'abord, avant de penser aux pays qui ne sont pas en Europe, peut-être que l'on peut penser aux pays qui le sont. Je veux dire, par exemple que la question de l'eupéanité des pays des Balkans ne se pose pas. Ils font partie de la famille. Nous n'avons aucun droit, ni politique, ni historique, ni géographique de les refuser. C'est d'ailleurs notre intérêt que ces pays là soient dans le camp de la démocratie, stables, en paix, obéissant à des règles européennes dans le cadre d'une civilisation européenne.

Ensuite, il y a la question très difficile, qu'Angela a évoqué, je la rejoins totalement, du voisinage. Il ne faut pas se laisser enfermer dans un piège. Tous les pays voisins de l'Europe n'ont pas vocation à entrer en Europe. Je le dis, non pas pour être désagréable à l'endroit de nos voisins, j'ai toutes les raisons de vouloir leur être agréable. Je le dis, parce que si nous élargissons l'Europe sans fin, nous tuons l'Europe politique. Et moi, je ne veux pas renoncer à l'Europe politique.

La Turquie est un très grand pays, une grande civilisation, un allié. Nous avons beaucoup de choses à faire avec la Turquie. Mais je ne me laisserai pas enfermer dans le thème : soit on est ami de la Turquie, et on la fait entrer en Europe, soit on est l'adversaire de la Turquie, et on lui propose un partenariat privilégié. Je veux être l'ami de la Turquie, mais je dis que la Turquie n'a pas sa place en Europe, tout simplement parce qu'elle est en Asie mineure. Dire cela, ce n'est insulter personne. C'est décrire une réalité qui est d'abord une réalité géographique. Pour autant, la Turquie doit bénéficier d'un statut de partenaire privilégié avec notre pays. D'ailleurs, on peut aller beaucoup plus loin.

S'agissant de la Méditerranée qui est un sujet dont on parle beaucoup avec Angela MERKEL, c'est un sujet sur lequel nous trouvons un accord. En Méditerranée, tout va se jouer : la paix ou la guerre. On peut faire de la mer Méditerranée, la mer la plus propre du monde ou on peut la sacrifier. J'ai proposé à nos amis Italiens, à nos amis Espagnols, - pourquoi eux ? Parce que nous bordons la Méditerranée -, de prendre l'initiative de rassembler tous les peuples de la Méditerranée au service d'un projet d'Union. Naturellement, tous les autres pays européens doivent pouvoir y participer. Pourquoi ? Parce que même si l'Allemagne n'est pas riveraine de la Méditerranée, - ce qui ne m'avait pas échappé ! -, lorsque l'on ne maîtrise pas les flux migratoires autour de la Méditerranée, cela concerne l'Allemagne, comme cela concerne les démocraties du Nord de l'Europe. Il est donc parfaitement normal que l'Allemagne et les démocraties du Nord de l'Europe puissent s'associer à tous les projets de l'Union pour la Méditerranée.

La seule chose que je dis, c'est : tirons les conséquences de Barcelone. Que ceux qui veulent avancer, avancent tous ensemble. Mais que ceux qui ne veulent pas avancer, n'empêchent pas les autres d'avancer.

Voilà ce que je propose. La porte ouverte pour tout le monde, mais personne n'a le droit d'empêcher les autres d'avancer.

Enfin, chère Angela, pourquoi je ne n'ai pas voulu d'un référendum ? Dans cette affaire, c'est une

Enfin, chère Angela, pourquoi je ne n'ai pas voulu d'un référendum ? Dans cette affaire, c'est une question de clarté et de courage politique. Il y a un moment où si on veut être un homme d'Etat, on doit faire prévaloir l'intérêt général sur l'intérêt particulier. J'ai voulu être d'une très grande honnêteté à l'endroit des Français. Le « non » français aurait pu être catastrophique pour l'Europe. Imaginez un deuxième refus de la France et c'était la France exclue de la construction européenne.

Contrairement à ce qu'a dit M. FABIUS - remarquez, il a l'habitude de se tromper, de ce côté-là - il y a une certaine continuité ! Il n'y avait pas de plan B. D'ailleurs, c'est très curieux d'avoir dit ce qu'il a dit, et de refuser le traité simplifié, aujourd'hui.

Mais j'ai voulu dire aux Français, si, en plus, la France organisait un référendum, cela mettait d'autres pays, et notamment la Grande-Bretagne, dans l'obligation immédiate d'organiser le même référendum. Or, si le traité simplifié n'est pas ratifié par la totalité des pays européens, il n'y a pas de traité simplifié. Cela veut donc dire que l'Europe est condamnée. Je sais gré au Premier ministre portugais, M. SOCRATES, qui avait envie de faire un référendum et qui m'a téléphoné pour me dire : je renonce au référendum et je fais la ratification parlementaire, parce que je sais que je gagnerai le référendum au Portugal, mais je ne veux pas que quelques opinions publiques que cela soit prennent en otage ce référendum au Portugal. Parce qu'à ce moment là, a dit M. SOCRATES, c'est toute l'Europe qui est prise en otage. José SOCRATES, en faisant cela, est devenu un grand d'Europe, parce qu'il a choisi l'intérêt de la famille européenne sur le seul intérêt partisan et politique.

Je le dis à ceux-là même qui se prétendent en France des grands Européens et qui proposent le référendum, en se faisant, ils prenaient le risque de casser l'Europe. Comme j'ai voulu que le peuple soit consulté, qu'est-ce que j'ai choisi de faire ? Dans la campagne électorale, dans le débat qui m'a opposé à Mme ROYAL, avant les élections, j'ai dit aux Français : attention, si vous votez pour moi, cela sera une ratification parlementaire, cela ne sera pas une ratification référendaire. Cela s'appelle assumer ses responsabilités politiques et c'est cette décision qui a permis à la présidence allemande de débloquer le processus et de faire adopter le traité simplifié. Demandez donc à nos partenaires européens. Si j'étais arrivé nouveau Président de la République autour de la table, en disant : réfléchissons à un nouveau traité, mais, excusez-moi, cela sera le référendum. Est-ce qu'ils auraient accepté nos partenaires de renoncer ?

Je veux d'ailleurs rendre un hommage signalé aux Espagnols, Mariano, parce que l'Espagne avait voté pour le traité de la Convention Giscard, par référendum, et lorsque nous sommes arrivés avec Angela avec le traité simplifié qui ne reprenait pas toutes les dispositions de la Constitution, alors même qu'ils avaient voté « oui » par référendum, nos amis Espagnols ont dit : dans l'intérêt de l'Europe, nous acceptons le traité simplifié.

Mesdames et Messieurs,

Je vous dis cela pour que chacun comprenne que si nous voulons sauver ce bien précieux, cet héritage historique, extraordinaire qui s'appelle l'Europe, chacun doit faire un effort pour aller l'un vers l'autre. Parce que si on ne fait pas un effort pour aller l'un vers l'autre, alors les vieilles tentations historiques renaîtront et ce continent de paix deviendra un continent de guerres. Voilà ce qui est en cause. Voilà pourquoi j'ai demandé au Premier ministre de proposer une ratification parlementaire.

Enfin, et j'en terminerai par là, je vous demande de vous engager puissamment parce que l'Europe c'est notre responsabilité d'être à la hauteur, à nous, à notre génération de ce qu'ont fait nos pères. Nos pères ont fait la réconciliation, puis ceux qui les ont suivis ont fait le développement de l'Europe : la monnaie unique, le Parlement, des progrès considérables. Mais nous, qu'allons-nous faire de l'Europe ? C'est la question qui est posée. Il ne faut pas y aller en boudant. Il ne faut pas y aller de façon tiède. Il faut y aller avec beaucoup d'ambition pour donner du corps à l'idée européenne et pour que chaque Européen se rende compte que, dans sa vie quotidienne, l'Europe change les choses.

Crois bien, Angela, que dans la responsabilité de la présidence, le 1er juillet, j'aurai cette culture du compromis. J'aurai cette culture de l'écoute et du compromis, mais je veux la mettre au service de l'action, pas de l'inaction. Je veux la mettre au service d'une grande ambition, d'un

grand rêve, comme a dit Patrick DEVEDJIAN, pas d'une petite ambition et d'un petit rêve. Parce qu'au fond, la grande ambition européenne, elle sera toujours plus facile à réaliser que la toute petite. Parce que la grande ambition européenne, c'est ce que les peuples d'Europe attendent de nous.

Mesdames et Messieurs,

Pour nous, c'est un grand jour et je vous demande surtout d'applaudir Angela MERKEL, Mariano RAJOY, Gianfranco FINI, à qui je demande de me rejoindre avec le Premier ministre.